

No. 31955

**UNITED STATES OF AMERICA
and
ITALY**

**Exchange of notes constituting an agreement concerning
jurisdiction over vessels utilizing the Louisiana Offshore
Oil Port. Washington, 12 and 19 January 1982**

Authentic text: English.

Registered by the United States of America on 26 June 1995.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
et
ITALIE**

**Échange de notes constituant un accord concernant la com-
pétence sur les navires utilisant le port pétrolier en mer
au large de la Louisiane. Washington, 12 et 19 janvier
1982**

Texte authentique : anglais.

Enregistré par les États-Unis d'Amérique le 26 juin 1995.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ITALY CONCERNING JURISDICTION OVER VESSELS UTILIZING THE LOUISIANA OFFSHORE OIL PORT

I

The Acting Secretary of State to the Italian Ambassador

DEPARTMENT OF STATE
WASHINGTON

January 12, 1982

Excellency:

I have the honor to refer to the discussions which have taken place between representatives of our two Governments in connection with the establishment of deepwater ports off the coast of the United States and the jurisdictional requirements of the United States Deepwater Port Act of 1974, and to confirm that the two governments are in agreement that vessels registered in or flying the flag of Italy and the personnel on board such vessels utilizing the Louisiana Offshore Oil Port (LOOP, Inc.), a deepwater port facility established under the Deepwater Port Act of 1974 for the purposes stated therein, shall, whenever they may be present within the safety zone of such deepwater port, be subject to the jurisdiction of the United States and Italy on the same basis as when in coastal ports of the United States.

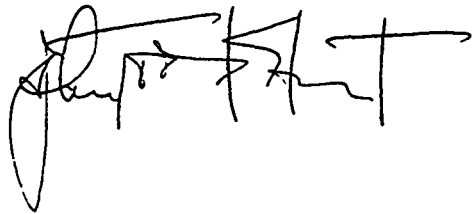
¹ Came into force on 19 January 1982, the date of the note in reply, in accordance with the provisions of the said notes.

It is the understanding of the Government of the United States and of the Government of Italy that this agreement shall not apply to vessels registered in or flying the flag of Italy merely passing through the safety zone of the Louisiana Offshore Oil Port without calling at or otherwise utilizing the port.

If the foregoing is acceptable to your Government, I have the honor to propose that this note, together with your reply thereto confirming acceptance, shall constitute an Agreement between our two Governments, to enter into force upon the date of your reply to that effect, and to remain in force until terminated by six months' written notice by either party to the other.

Accept, Excellency, the renewed assurances of my highest consideration.

For the Acting Secretary of State,

A handwritten signature in black ink, appearing to read "John Todd Stewart". The signature is written in a cursive style with a large initial "J" and "S".

His Excellency Rinaldo Petrignani
Ambassador of Italy

¹ John Todd Stewart.

II

The Italian Ambassador to the Secretary of State

AMBASCIATA D'ITALIA¹
WASHINGTON, D.C.

January 19, 1982

Excellency:

I have the honor to acknowledge receipt of your Note of January 12, 1982, the terms of which are as follows:

[See note I]

I have the honor to state that the Italian Government agrees to this arrangement and will regard your Note and this reply as constituting an agreement between our respective Governments on these matters.

Accept, Excellency, the assurances of my highest consideration.

²

His Excellency Alexander Haig
Secretary of State
Washington, D.C.

¹ Embassy of Italy.
² Petrignani.

[TRADUCTION — TRANSLATION]

ÉCHANGE DE NOTES CONSTITUANT UN ACCORD¹ ENTRE LES
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ITALIE CONCERNANT LA
COMPÉTENCE SUR LES NAVIRES UTILISANT LE PORT
PÉTROLIER EN MER AU LARGE DE LA LOUISIANE

I

Le Secrétaire d'Etat par intérim à l'Ambassadeur d'Italie

DÉPARTEMENT D'ÉTAT
WASHINGTON

Le 12 janvier 1982

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur de rappeler à votre attention les entretiens qui se sont déroulés entre les représentants de nos deux gouvernements au sujet de la construction de ports en eaux profondes au large de la côte des Etats-Unis d'Amérique et les prescriptions en matière de juridiction prévues par la loi des Etats-Unis d'Amérique de 1974 sur les ports en eaux profondes et de confirmer que les deux Gouvernements sont convenus que les navires immatriculés en Italie ou battant pavillon de l'Italie et le personnel à bord de ces navires utilisant le port pétrolier en mer au large de la Louisiane (LOOP, Inc.), port en eaux profondes établi conformément à la loi de 1974 sur les ports en eaux profondes aux fins décrites dans ladite loi, relèvent chaque fois qu'ils se trouvent dans la zone de sécurité de ce port, de la compétence territoriale des Etats-Unis d'Amérique et de l'Italie dans les mêmes conditions que s'ils se trouvaient dans des ports côtiers des Etats-Unis d'Amérique.

Le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et le Gouvernement de l'Italie sont convenus que le présent Accord ne s'appliquera pas aux navires immatriculés en Italie ou battant pavillon de l'Italie qui ne font que traverser la zone de sécurité du port pétrolier en mer au large de la Louisiane sans y faire escale ni l'utiliser en aucune manière.

Si ce qui précède rencontre l'agrément de votre gouvernement, je propose que la présente note, ainsi que votre réponse dans le même sens, constituent entre nos deux gouvernements, un accord qui entrera en vigueur à la date de votre réponse et restera en vigueur tant qu'il n'aura pas été dénoncé par l'une des Parties par notification à l'autre avec un préavis de six mois.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat par intérim,

JOHN TODD STEWART

Son Excellence M. Rinaldo Petrignani
Ambassadeur d'Italie

¹ Entré en vigueur le 19 janvier 1982, date de la note de réponse, conformément aux dispositions desdites notes.

II

L'Ambassadeur d'Italie au Secrétaire d'Etat

AMBASSADE D'ITALIE
WASHINGTON, D.C.

Le 19 janvier 1982

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 12 janvier 1982 dont le texte est le suivant :

[*Voir note I*]

J'ai l'honneur de vous informer que cet arrangement rencontre l'agrément de mon gouvernement qui considère votre note et la présente réponse comme constituant un accord à ce sujet entre nos deux gouvernements.

Veillez agréer, etc.

PETRIGNANI

Son Excellence M. Alexander Haig
Secrétaire d'Etat
Washington, D.C.
